



Lentement mais inexorablement, le ministre des Mines et des Ressources Stratégiques, Fidiniavo Ravokatra, sous ses airs Bcbg, a littéralement mené le Président Andry Rajoelina en bateau, au bénéfice d'intérêts qui, petit à petit, montreront leur nez comme, déjà, ceux de la Thaïlande. Ceux qui croient que je divague ont intérêt à suivre, mot après mot, ce dossier qui ne présage rien de bon pour le développement de Madagascar par lui-même.

Le conseil des ministres du 28 avril 2021 a informé ceci, en langue malgache : *«Nankatoavin'ny Filankevitry ny Minisitra ny fandraisana ny didim-panjakana manafonana ny «Institut de Gemmologie de Madagascar»*

(IGM)

sy ny drafim-pandaminana izay hoentina manatanteraka izany»

. Traduction : le conseil des ministres -dirigé par le Président Rajoelina et le Premier ministre Ntsay- a approuvé le décret de dissolution de l'Institut de Gemmologie de Madagascar (IGM) et toutes les étapes de liquidation pour ce faire. Le même jour, en français, le conseil de gouvernement, dans sa partie « Adoption de textes règlementaires » :

«adopte le décret portant dissolution de l'«Institut de Gemmologie de Madagascar»

(IGM). Ainsi, en pleine 2^e vague de la pandémie de covid-19, un ministre responsable a réussi, en un tour main -et même plus rapidement- la mise à mort de l'IGM. Or, il s'agit pourtant d'une école spécialisée de haut niveau, inscrite dans le PGRM (Programme de gestion des ressources minérales), en 2003, financé

par une participation des coopérations française et sud-africaine, et

par l'IDA -une des cinq institutions du groupe de la Banque mondiale- à hauteur de 8 millions USD, avec un différé d'amortissement de 10 ans et une échéance de 40 ans. Les spécialistes comprendront.

Or, en 18 ans d'existence, l'IGM, accrédité par *«The Gemmological Association of Great Britain»* ou GEM-A de Londres, est

devenu l'unique centre international de formation sur le continent africain et dans notre sous-région de l'océan Indien. Il importe de savoir que Gem-A, est le plus ancien fournisseur de

formation sur les pierres précieuses et les bijoux au monde.

Leurs

diplôme

s

de gemmologie

ont

évolué

s,

à partir du premier cours sur les pierres précieuses, proposé pour le commerce britannique de la bijouterie en 1908. Actuellement,

leurs

prestigieux diplômes de gemmologie et de diamants - enseignés dans sept langues différentes et 26 pays à travers la planète - sont reconnus dans le monde entier.

En un mot et dans la foulée, l'Institut de Gemmologie de Madagascar, qui délivre les mêmes diplômes, est devenu une référence pour de nombreux pays. De quoi être fier. Et cette excellence, ce haut niveau, constituaient un des chevaux de bataille d'Andry Rajoelina, dès son entrée dans l'arène politique, lui, le jeune

self-made-man

qui sait ce que formation professionnelle et fierté nationale signifient.

Dans le même ordre d'idée, les membres du Fonds Malgache de la Formation professionnelle ou FMPF ont rappelé que *"le 31 mai 2019, le Président Andry Rajoelina, en déplacement à Paris, en a fait un sujet de discussion avec les collaborateurs étrangers. Ainsi, les grandes entreprises à l'étranger, mais aussi à Madagascar, commencent à se ruer vers cette méthode d'apprentissage[que constitue la formation professionnelle et professionnalisante]"*.

Quelle a été l'argumentation du ministre responsable, le 29 avril 2021, sur la chaîne de télévision nationale TVM ? Phrase en malgache prononcée par Fidiniavo Ravokatra

:

«

Noheverina fa tokony hitondra tombony ho an'ny Fanjakana ny fananganana ny IGM tamin'ny fotoana androny. Dia rehefa nojerena izany dia hita fa vesatra ho an'ny firenena sy ho an'ny fanjakana ny fisiany... ».

Traduction : au début, il a été estimé que l'IGM apporterait des avantages à l'administration publique. Mais, par la suite, il a été constaté que son existence constituait un fardeau pour la nation et pour l'administration publique.

Pourquoi est-ce que je m'insurge, dès lors ? Depuis quand et dans quel pays l'administration publique table-t-elle sur des « avantages », synonyme de bénéfices en terme d'argent, il faut le préciser. Retour dans l'Histoire de cette école démolie par orgueil très mal placé pour ne pas dire plus... Après avoir été le ministère des Energies et des Mines, le ministère qui s'occupait des ressources naturelles, s'appelait uniquement « Ministère des Mines » sous la Transition de 2009-2014, et le dernier ministre sous cette appellation, une femme, était Rajo Daniella

Randriafeno. Après la prise de fonction du président Hery Rajaonarimampianina, Mme Randriafeno, après une période d'intérim d'un an, est désignée au poste de secrétaire exécutif du Comité national EITI (*Extractive Industries Transparency Initiative*, en français : Initiative pour la transparence dans les industries extractives). Il s'agit d'une organisation internationale à but non lucratif et de droit norvégien, chargée de maintenir à jour et superviser la mise en œuvre d'une norme («fenit ra») internationale visant à promouvoir, dans les pays riches en ressources pétrolières, gazières et minières, la bonne gouvernance des revenus publics issus de leur extraction.

Je passerai les détails, mais dans un premier temps, à travers le décret n° 2014-200 du 11 avril 2014, Laharisaina Joëli Valérien (Directeur général de l'Omnis - Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques - sous la Transition d'Andry Rajoelina) est d'abord devenu ministre auprès de la Présidence chargé des Ressources Stratégiques puis son département a pris le nom de ministère des Mines et du Pétrole, dépendant directement de la Présidence de la République. Puis, tout aura été rapide. Le 17 Mars 2015, le décret N°2015-429 définit... définitivement les statuts de l'Institut de Gemmologie de Madagascar ou IGM. Dans ce décret, nous apprenons que l'Institut de Gemmologie de Madagascar est un organisme de formation et d'appui, dénommé IGM, ayant les statuts d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), doté de la personnalité morale, jouissant de l'autonomie financière, et placé sous la tutelle technique du Ministère chargé des Mines et sous la tutelle comptable du Ministère chargé des Finances ».

L'article 13 de ce décret définissant les statuts de l'IGM parle de ces ressources et dépenses. Ainsi, les ressources de l'IGM sont constituées par : -les quotes-parts sur les recettes de redevances minières; -les transferts au titre d'appui du Ministère de tutelle aux organismes -les subventions de l'Etat, des Collectivités publiques, ou des organismes privés; -les produits des droits de toute nature dont la perception est autorisée; -les produits provenant de ses propres activités ; -la rémunération pour services rendus; -les subventions extérieures et recettes diverses et imprévues; -les produits de l'aliénation des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'IGM; -les dotations diverses -Les divers intérêts financiers. -les recettes provenant des fonds d'aides, subventions, dons et legs; -les frais de formations.

En ce qui concerne les dépenses de l'IGM, elles sont constituées par : -les dépenses de fonctionnement et d'administration; -les frais et charges financières; -les taxes et impôts compatibles avec ses activités; -les dépenses d'investissements; -et d'une manière générale, toutes dépenses ayant un lien direct ou indirect avec les activités de l'IGM.

Logiquement donc, l'IGM, EPIC financièrement autonome, ne saurait être un «*vesatra*» pour la Nation et l'administration publique. Non ? En parallèle, cette même année 2015, est créé au sein de l'ESPA (Ecole supérieure polytechnique d'Antananarivo-Madagascar), l'Institut des Mines, de Géologie et du Pétrole (IMGP). Il s'agit d'un des 7 organismes directement rattachés à la Présidence de la République avec les suivants : Centre d'Infectiologie Charles Mérieux (CICM), Institut de Civilisation, Musée d'Art et d'Archéologie (ICMAA), Institut Confucius de l'Université d'Antananarivo (ICUA), Institut pour la Maîtrise de l'Energie (IME), Institut et Observatoire Géophysique d'Antananarivo (IOGA), Laboratoire des Radio Isotopes (LRI). On ne parle plus d'autonomie (financière), dès lors, mais de partenariat. L'IGM, quant à lui, a déjà 12 ans d'existence et a agrandi sa notoriété.

En avril 2016, le ministre Lalaharisaina Joëli Valérien laisse la place à Zafilahy Ying Vah qui devient «*Ministre auprès de la Présidence, chargé des Mines et du Pétrole*». Bref, le Président Rajaonarimampianina voulait avoir l'œil sur tous les départements lucratifs de l'appareil étatique. Mais lucratif pour qui ? En juin 2018, à la veille de sa démission, pour se présenter candidat à la présidentielle de la même année, Hery Rajaonarimampianina nomme Henry Rabary-Njaka, grand pilleur de la nation malagasy, pour remplacer Zafilahy Ying Vah. M. Rabary-Njaka, avocat pour Air Madagascar (à qui il a soutiré des sous, avec feu James Andrianalisoa, en inventant des prestations de services horriblement chères), inscrit au barreau de Paris, a été tour à tour : porte-serviette du futur ministre des Finances Rajaonarimampianina, directeur du cabinet civil du Président Rajaonarimampianina secrétaire général du parti Hvm, ministre des Affaires étrangères et aussi «*Ministre auprès de la Présidence, chargé des Mines et du Pétrole*» donc. Et vous savez quoi ? Voici ce qu'il a martelé, lors de la passation de service avec son prédécesseur, Zafilahy Ying Vah, le 12 juin 2018 : «*La bonne gouvernance des ressources minérales est de mise*»

. Défense de rire.

Le 14 février 2019, Hery Rabary-Njaka s'enfuit de Madagascar comme le voleur qu'il est, ayant été au courant que le Bianco (Bureau indépendant anti-corruption) allait le convoquer pour des affaires de corruption au niveau d'Air Madagascar et de Kraoma, deux sociétés nationales dans lesquelles il avait eu son empreinte sinon sa mainmise de kleptomane étatique patenté.

Formé à l'ESPA en ingénierie des mines, de 1992 à 1997, il n'est pas possible que l'actuel successeur de cet Henry Rabary-Njaka, Fidiniavo Ravokatra, ne connaisse pas cette clique de voleurs de la nation que ne se sont pas privés du tout tant qu'ils étaient au pouvoir. C'est d'ailleurs l'une des raisons de la démission de Rajo Daniella Randriafeno de son poste de directeur exécutif de l'EITI Madagascar, en 2019 : «*Il y a trop d'incertitudes. La pérennité du fonctionnement de l'EITI Madagascar du point de vue technique et financier n'est pas garantie...*»

. Selon moov.mg, à l'époque : «

Depuis quelques mois, sa relation avec le ministère de tutelle

(Ndlr :

Henry Rabary-Njaka)

est un peu glaciale en particulier en ce qui concerne la validation du dossier de Madagascar au niveau de l'EITI. La politique du ministère reste encore très floue sur certains dossiers dont les problématiques liés à la réintégration de Madagascar dans le cercle international de cette initiative transparente de l'industrie extractive. A cela s'ajoute de l'avenir de la branche malgache de l'EITI qui se heurte toujours à des problèmes techniques et financiers »

.

En tout cas, quels que soient les arguments de ministre Ravokatra, cette décision de dissolution de l'IGM est d'ordre politique à la malgache... Razafimalalasoa Santatriniaina Juliana Armandine est claire à ce sujet, dans son mémoire intitulé : « *La tutelle des établissements publics à caractère industriel et commercial* »

, en vue de l'obtention du diplôme de Master (Faculté de droit, 6 avril 2016). En voici des extraits : « Comme le financement des EPIC est constitué principalement de redevances payées par les usagers, leur fonctionnement normal en dépend étroitement. Or, lorsque l'usager est insolvable mais a des relations avec les autorités politiques, celles-ci ne se gênent pas pour intervenir en leur faveur, croyant, à tort ou à raison, être garantie automatiquement par l'Etat et être à l'abri des recouvrements effectifs.

Cas identique dans la plupart des institutions publiques, les acteurs interagissent. Les opérateurs économiques exercent également leurs pressions, les fameux «lobbying» sur la sphère politique afin de servir leurs intérêts socioprofessionnels. Leur représentation au niveau des Conseils d'administration offre en effet une occasion pour nouer des relations politiques.

Le problème se pose lorsque la tutelle est pesante et que l'entité sous tutelle est un établissement de régulation, puisqu'en négociant avec les autorités de tutelle, celles-ci peuvent prendre des actes en leur faveur. Viennent alors les ordres des autorités de tutelle ou des autorités politiques de ne pas procéder immédiatement à leur recouvrement et de le reporter ultérieurement. Ce qui pénalise certainement le fonctionnement des EPIC, puisque par rapport à leur prévision dans leur budget primitif, les ressources deviennent insuffisantes et restreignent les dépenses qui sont la traduction chiffrée des objectifs fixés ». Tout est dit, aucune interprétation à faire, sauf de la part des imbéciles.

Certes, le ministre Fidiniavo Ravokatra est un crack dans son domaine. Il se définit ainsi : « *Mes diplômes d'Etudes Postgrades Internationales en Géologie de l'Ingénieur et de l'Environnement unique à Madagascar et celui du Master II en Gestion Intégrée des Ressources en Eau m'ont permis de développer mes compétences multidisciplinaires et*

transdisciplinaires en matière des Mines et d'Environnement. De ce fait, j'ai gagné à travers mes entreprises et sociétés la confiance des investisseurs miniers et pétroliers que j'ai soutenus techniquement et administrativement dans le développement de leurs projets. J'ai déjà travaillé depuis plus de dix-sept ans dans la gestion environnementale des projets miniers et pétroliers à Madagascar, mes principales actions avec mes équipes pluridisciplinaires consistent à la réalisation des études environnementales ainsi que les gestions spécifiques (déchets...) de ces projets, l'élaboration de cadre de développement durable au bénéfice de la nation et de chaque localité où ses projets s'implantent ».

C'est flagrant : théoricien positif, il est pourtant archi nul en matière de gestion de relations humaines basées sur les volets socio-culturels et historiques. Bénéfices, bénéfices, sinon rien, semble être son leitmotiv. Mais bénéfices pour qui réellement ? En parallèle, il privilégie d'autres intérêts, comme je l'ai déjà dit au début. Ainsi, début juillet 2020, le ministre Ravokatra a procédé à l'inauguration d'un nouveau laboratoire équipé de tous les matériels nécessaires pour développer les recherches appliquées, au sein de l'IMGP, dans le campus d'Ankatso. Il a alors déclaré :

« Ce nouveau laboratoire constitue une fierté pour la nation, pour l'université, pour le secteur minier qui est également un secteur clé pour la relance économique de Madagascar ». Et,

certainement, en prélude à la mise à mort de l'IGM, devenue «

vesatra

ho an'ny firenena sy ho an'ny fanjakana ny fisiany

Il a été précisé, lors de l'inauguration de ce laboratoire que les travaux de construction de cette nouvelle infrastructure et l'acquisition des équipements nécessaires à son fonctionnement, ont été financés sur ressources propres internes de l'Institut des Mines, de Géologie et du Pétrole. Fierté pour la nation! Ressources propres internes! Merci Prezidà, alors. Même si l'Ambassade de Thaïlande à Madagascar, a fait don d'une partie des matériels de lapidairerie.

Oui, les cours en cours se poursuivront au feu IGM, et même qu'il sera remplacé, plus exactement intégré dans un «*Bureau de Géologie et de Gemmologie de Madagascar*» ou BGGM. Il paraît que ce BGGM sera un

« sehatra mivelatra kokoa, mendrika kokoa ny lentan'ny fampiofanana atolotry ny IGM izay manome mari-pahaizana eken'ny sehatra iraisam-pirenena »

. Traduction : le BGGM sera une structure plus élargie, plus conforme au niveau d'études proposée par l'IGM qui délivre des diplômes reconnus au mondialement. Pourquoi insulter les intelligences lorsqu'on sait que la définition juridique de « Bureau » est :

« l'

ensemble d'activités qui découlent de l'exploitation d'une entreprise ou de la gestion d'une administration et qui consistent généralement à effectuer des tâches administratives courantes ou des tâches de soutien opérationnel »

?

Voilà bien là un exemple d'erreur monumentale de la part des chasseurs de tête de la présidence, qui se basent sur des supers diplômés, avec une vision européenne des choses. Oui, Fidiniavo Ravokatra est diplômé, successivement de l'ESPA Madagascar (1992-1997) ; de l'université de Liège en Belgique, de Mines Paris Tech, de l'école polytechnique de Montréal au Canada, de l'école polytechnique fédérale de Lausanne en Suisse (2001-2002 pour ces trois prestigieux établissements), de l'Institut international d'ingénierie de l'Eau et de l'Environnement du Burkina Faso (2010-2011). Enfin, de 2010 à 2018, le Docteur Ingénieur Fidiniavo Ravokatra a été Directeur général de l'Institut Supérieur de Géologie de l'Ingénieur et de l'Environnement (ISGIE) et C.E.O. du bureau (tiens) d'études G.I.E. (Géologie, Ingénierie, Environnement) dans le quartier de Bel Air Ankadivato Antananarivo. C'est dire qu'il tient à cœur ce mot « Bureau », n'est-ce pas ? Aussi, Consultant, C.E.O., D.G. ou Conseiller technique, et même spécial : oui. Mais Ministre : non. Il n'a pas les compétences d'un... Andry Rajoelina trompé pour la énième fois par son entourage.

Pourquoi ce dossier, maintenant, Jeannot, en pleine pandémie et état d'urgence sanitaire ? Justement, c'est parce que le Président Rajoelina n'a pas le temps d'approfondir certains cas innocemment proposés. Mais le Premier ministre alors, diriez-vous ? *I don't know...* Dans la réalité, l'actuel ministre des Mines et des Ressources naturelles veut tout régenter dans ces domaines. Débordé par la pandémie, le Président Rajoelina ne peut pas prêter attention au travail de sape qui ruine tous ses efforts de développement, d'émergence de Madagascar. Alors que lui, il a réussi à refaire renaître de leurs cendres deux monuments historiques du pays, en l'occurrence, l'Hôtel de ville d'Antananarivo, dévoré par les flammes en 1972, et le Palais de la Reine, incendié en 1995. Et voilà qu'un de ses ministres, réputé pour avoir sa confiance, fait disparaître, en pleine pandémie de covid-19, une école spécialisée de haut niveau reconnue mondialement, qui existe depuis 18 ans, parce qu'elle constitue un fardeau («*vesatra*») pour la Nation ! Et mieux régenter tout le secteur à partir d'un « bureau », à la barbe et au nez du Président qui semble signer du n'importe quoi et nomme n'importe qui ces derniers temps. Je suis dur ? Oui, comme une pierre gemme lorsqu'on bafoue la raison de mon vote.

En tant que citoyen, j'ai voté pour un jeune homme qui a des idées, une vision de l'avenir, qui a démontré ses capacités à gérer convenablement une situation et des structures. *But he appointed bad people in strategic places*

. Il y eut un précédent, dans un domaine stratégique aussi. Le 24 janvier 2019, il nomme Vonjy Andriamanga comme ministre de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures. Il s'agit d'un homme diplômé de l'Ecole Centrale Paris, titulaire d'un Diplôme d'Etudes Approfondies en Energétique et Combustion et d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées en Système de Distribution de l'électricité. En 2014, il a été nommé Directeur Général Adjoint de Distrigaz filiale du Groupe ENGIE qui assure la distribution du gaz en Roumanie. Un crack également. Mais, suite à une pénurie d'essence, Vonjy Andriamanga est limogé le 30 octobre 2019, puis, repêché, il est

nommé Directeur général de la Jirama le 18 décembre 2019. A présent, il l'est encore et, malgré des avertissements présidentiels, les coupures assassines de courant et même d'eau persistent toujours...

Affaire KRAOMA et Air Mad : Descente du Bianco au domicile d'Henry Rabary-Njaka

Redaction Mid Madagascar 25 février 2019 Commentaires 0 Featured



Le Secrétaire général du parti « Hery Voavovo ho an'i Madagasikara » aurait quitté la Grande Ile le 14 février dernier.

La panique dans les rangs des anciens barons du « Kravaty manga ». De sources bien informées, des leaders du parti « Hery Voavovo ho an'i Madagasikara » et des grandes figures de l'ancien régime sont en mode panique suite à l'initiative du nouveau régime de lutter contre l'impunité dans les affaires de détournement de deniers publics et les trafics en tout genre. La plupart des anciens ministres HVM auraient choisi de s'envoler à l'étranger pour échapper à d'éventuelles poursuites judiciaires. Pour ne citer que le cas d'un ex-ministre des Transports qui se trouvait actuellement à l'île Maurice. La question est toutefois de savoir pourquoi prendre la fuite si l'on n'a aucune chose à se reprocher.

Pour en revenir au docteur ingénieur Fidiniavo Ravokatra, je me demande si ce n'est pas pour couvrir les détournements de Rabary-Njaka et son équipe de voleurs, qu'il a dissolu l'IGM. Audit, enquête du Bianco ? Il ne connaît pas puisqu'il n'en parle pas publiquement. Selon la logique, même infantine, on ne peut pas poursuivre quelqu'un sur quelque chose qui n'existe pas, n'existe plus. Non ? Bientôt, la KRAOMA va finir comme l'IGM, et un «Bureau» sera créé pour sa liquidation sans état d'âme. Pour l'heure, il y a le facteur «Russes»

qui bloque le DG Nirina Rakotomanantsoa et le ministre Ravokatra, complices sans nul doute du démantèlement programmé de la KRAOMA. Ils attendent, peut-être aussi, la signature présidentielle et les Henry Rabary-Njaka, Jaobarison Randrianarivony, Eric Randrasana... pourront dire «ouf !». C'est ouf (fou en verlan), hein ? Et les ouvriers se meurent à petit feu dans un contexte covid-19 où ils sont les damnés de la terre payés au lance-pierre et soumis au chantage.

Le clou, vous voulez le clou à enfoncer ? Il est donc écrit, alors, qu'à Madagascar certaines structures et infrastructures qui ont fait partie de l'Histoire du pays, disparaissent au gré des coups de génie-folie d'hommes de pouvoir ? Je cite, à titre d'exemples : le RNCFM (Réseau national des chemins de fer malgache), les sociétés BATA SA Madagascar, SOTEMA, SOMACODIS, ROSO. A croire qu'aucun Malgache n'est capable de gérer durablement une société. Passons sur les éléphants blancs de feu Didier Ratsiraka. Un éléphant blanc est « une réalisation d'envergure prestigieuse qui s'avère en définitive plus coûteuse que bénéfique et dont l'exploitation ou l'entretien devient alors un fardeau financier ». (Wikipédia). Avec 18 ans d'existence, on n'est pas un éléphant blanc...

Jusqu'avant cette entreprise de dissolution, l'Institut de Gemnologie de Madagascar (IGM) était

renommée mondialement comme étant unique dans la Grande île de l'océan Indien et toute l'Afrique, en offrant des formations en : Gemmologie, Lapidairerie, Bijouterie Fantaisie. La formation de Gemmologie à long terme était sanctionnée par un diplôme international FGA (*Fellow of the Gemmological Association*

,
diplôme

de gemmologue de la Gem-A, titre jouissant d'une réputation internationale dans le monde) délivré par le Gem-A de Londres. Désormais, pour avoir ce niveau, la jeunesse malgache devra aller Andafy et les autres, éviteront le pays à cause de cette instabilité, de cette inconsistance. Cela n'a jamais été dans la vision d'Andry Rajoelina. Non, lisez son livre.

Les gars, sachez qu'un ministre çà passe et trépassé. Un président de la république aussi. Mais une institution, çà doit rester après eux, en toute logique. Hélas, à Madagascar, ce n'est encore pas le cas. Même les logos des ministères changent au gré de changement de ministre. Le Président Andry Rajoelina a-t-il (aussi) changé au point de se laisser hypnotiser par des hommes de pouvoir voraces cachant bien leur jeu, en proposant des plans mirifiques mais trompeurs à des moments critiques ? En passant, la politique d'épargne (« *fitsitsiana* ») n'a pas sa place ici. Un président de la république n'est pas censé tout savoir. D'où l'importance du travail méticuleux des journalistes d'investigation. A présent, la question n'est pas de me croire ou pas, de me jeter la première pierre ou de m'applaudir. La question est de savoir si mon dossier correspond à ce qui a été, est et sera. Seulement, il faut, à présent, cesser de voir les bailleurs de fonds traditionnels comme des vampires de la finance empruntée. Dans la vie de la nation, un chef d'Etat a toujours le choix, il est le maître après Dieu, pour le bonheur du grand nombre, pour respecter son « contrat » (dit à la Tvm le 02.04.2021), à propos de son programme d'émergence vis-à-vis du peuple malgache, encore écorné. A la longue, l'incompétence de quelques-uns de ses collaborateurs, masquera profondément ses succès et tout finira toujours par retomber sur lui. A qui la faute ? Si c'est pas malheureux...

Dossier de Jeannot Ramambazafy